

Gardiens d'immeuble, ils sont en première ligne. Quand les trafics et la déglingue gangrènent les cités, ils n'entendent pas jouer les shérifs. Mais se transforment souvent en souffre-douleur. Agathe Logeart a rencontré ces employés des HLM qui lui ont raconté leur quotidien : les menaces, la peur, les coups

OTAGES DU BÉTON

Un comble. Avec deux collègues gardiens d'immeuble, Philippe rentrait d'une réunion sur... les incivilités. On avait évoqué le cas de ce locataire, pas net, malade dans sa tête sûrement, invalide à 40%. Agressif, de plus en plus. Et le voilà justement qui déboule, ivre d'alcool et de rage. Sa voiture est en panne, il exige qu'on le conduise immédiatement chez un dépanneur. Il refuse d'entendre que ce n'est pas possible, vocifère, promet : « *Je vais niquer ta mère et t'enculer et casser ta voiture* », brise une bouteille sur la tête de Philippe, tente de lui écraser la jambe en claquant la portière de la camionnette de l'office HLM. C'était le 16 avril dernier. Depuis, Philippe, 47 ans, est en arrêt de travail, et ne sait pas quand il pourra reprendre le boulot : il a perdu 5 dixièmes à un œil, les ligaments de l'os de la malléole ont été arrachés. Il boite, a tout le temps mal à la tête, ne dort pas plus de trois heures par nuit et s'est

remis à fumer. Quand il va à la boulangerie avec son fils de 4 ans, il « *regarde tout autour* ».

Ici, c'est la cité Champagne, à Argenteuil, Val d'Oise. 680 logements serrés dans une barre de 42 mètres de haut sur 260 mètres de long, construite au milieu des années 1960 sur d'étranges pilotis de béton, juste au-dessus d'une zone pavillonnaire. On l'appelle « *la banane* », à cause de sa forme et d'un reste de peinture jaunasse. Le tabac a fermé. Il faut marcher un quart d'heure pour trouver le bistro le plus proche, à la gare de triage. Quand tombe la nuit, les bus ne viennent plus. Philippe bougonne, en serrant ses mains l'une contre l'autre : « *J'aime mon boulot. Ça fait six ans que je suis ici. Nous, les gardiens, on est là au service des gens, pour éviter que ça se dégrade encore plus. Mais là, je n'en peux plus. J'ai les nerfs* ». Comme à chaque fois qu'un gardien est verbalement ou physiquement attaqué, l'office HLM Argenteuil-Bezons, AB

Habitat, la CGT et les élus locaux sont venus manifester au pied de la barre. C'est devenu un rituel. Ils disent tous qu'il ne faut pas laisser s'installer « *la loi du silence* ». Ils viennent avec leurs pancartes, leur colère et un furieux sentiment d'impuissance. Oubliés de la guerre sourde des cités, les gardiens ne sont pas taillés dans l'étoffe des héros. Qui s'intéresse à leur sort ? Pourtant, ils sont les vigies solitaires des barres de béton. A la fois les yeux des cités, souvent otages des conflits qui empoisonnent ses habitants. Mais aussi éponges, absorbant les tensions, les coups de folie et parfois incapables de les contenir. Ces derniers mois, dans le Val-d'Oise comme en Seine-Saint-Denis, ils ont dit qu'ils n'en pouvaient plus. Insultés, agressés, tiraillés par des injonctions contradictoires, ils tentent de sauvegarder un semblant d'harmonie sans jouer les cow-boys. Ils sont 22 000 en France employés par le logement social public. Entre 2002 et 2006 (derniers chiffres connus), le



Au centre, Philippe, gardien d'immeuble, en arrêt de travail après une agression le 16 avril à la cité Champagne à Argenteuil (Val-d'Oise)

Marc Guiss - La Presse - Morp

nombre d'agressions contre les employés des HLM a doublé.

« Une prison en or »

L'office AB Habitat, qui regroupe les villes d'Argenteuil, Bezons et Montigny-lès-Cormeilles, a recensé cinq agressions de gardiens (pour un effectif d'une centaine) en 2009, et déjà cinq autres depuis le mois de janvier 2010. Cinq histoires singulières, d'hommes et de femmes qui travaillent et vivent dans les cités, et se prennent littéralement leur dégingue en pleine figure. Nous avons rencontré chacun d'entre eux.

On ne dira pas dans quelle cité cela se passe. L'homme réclame qu'on brouille les pistes et qu'on lui donne un nom d'emprunt. « Pierre » par exemple, parce que les repréailles, il sait ce que c'est. Il a longtemps cru que son rottweiler le protégeait. Il se trompait. Depuis « un an, un an et demi, ils ont pris leurs aises, ricane-t-il. Ici c'est ouvert à tout commerce. » « Ils », pour les

dealers, qu'il ne nomme même pas. Il faut se dépêcher si on veut visiter leur royaume, parce qu'ils arrivent avec une parfaite ponctualité à 14 heures, et restent jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. Ils ont choisi l'un des halls, et tout le palier du 1^{er} étage, d'où la vue est imprenable au cas fort improbable où la police viendrait faire un tour. Sur le toit, il y a des guetteurs. « Les illicites m'ont déjà dit : "On ne vient pas chez toi, parce que c'est un labyrinthe et qu'on n'est pas assez nombreux." » Tout le monde ici connaît les tarifs : le contrôle d'un « bon » hall d'immeuble s'achète entre 30 000 et 50 000 euros, vite rentabilisés. Le guetteur prend 80 euros à chaque « permanence ». On paie aussi « les nourrices », ces femmes qui acceptent ou sont forcées de stocker la marchandise dans leur appartement. Pierre ouvre les boîtes aux lettres qu'« ils » se sont appropriées. On y trouve de tout : des sandwiches, une barquette de nouilles « qui fait des champignons », du parfum, des déodorants, un téléphone, des chargeurs. 🍷



Pas facile pour Nicolas Sarkozy de revenir en banlieue : lors de sa visite surprise le 24 juin aux 4000, à La Courneuve – qu'il entendait nettoyer au Kärcher –, une équipe de télévision a été molestée et un jeune homme qui l'aurait insulté a été blessé par les policiers, puis jugé et condamné. Depuis 2005, le président n'est toujours pas retourné sur la dalle d'Argenteuil, préférant y envoyer ses ministres Estrosi, puis Besson.



Dans l'excellent « La Loi du ghetto » (Calmann-Lévy), le journaliste du « Monde » Luc Bronner rappelle qu'entre 2002 et 2006 le nombre d'agressions

contre les personnels des HLM – 2000 en France – a été multiplié par deux, passant de 1 743 faits à 3 693 enregistrés. Soit une moyenne de 8,5 agressions pour 100 salariés en 2006.

Philippe Doucet, le maire socialiste d'Argenteuil (104 000 habitants), et Dominique Lesparre, le maire communiste de Bezons (28 000 habitants), sont aussi président et vice-président



d'AB Habitat, le plus gros bailleur social du département. Ils gèrent 11 000 logements, où vivent 28 000 personnes. Deux tiers de ces habitants ont des revenus inférieurs de 40% au plafond de ressources exigé pour habiter dans des logements sociaux. Un budget de 100 millions d'euros a été débloqué pour rénover 6 000 logements du parc public très vétuste d'ici à 2014.

C'est le vestiaire, en somme. Et plus haut, dans les placards d'électricité, les caches pour le « matos ». Toutes les grilles d'aération sont tordues : on y faufile la main, il n'y a plus qu'à se servir. Pierre dit qu'il y a « des équipes respectueuses, et d'autres non ». Celles qui le préviennent quand un gamin est coincé dans l'ascenseur et lui demandent son balai pour les déchets, et celles qui vont chercher la femme de ménage de l'immeuble pour qu'elle ramasse canettes, papiers, bouteilles et déjections. « Parce qu'ils chient là où ils bouffent. » Dans le béton, en sillons noirs, l'urine s'est incrustée à jamais. Tous les trois mois, Pierre redonne un coup de badigeon sur les murs, pour masquer les tags et les traces de pieds. Indéfiniment, il recommence. L'autre jour, trois inconnus sont venus sonner chez lui, au rez-de-chaussée, en plein après-midi. Pierre a ouvert sa fenêtre. Ils ont juste eu le temps de lui dire que, dans les étages, ils étaient incommodés par une odeur bizarre, genre eau de Javel. « Et là, j'ai pris un gauche dans la figure. Ils ont balancé un pot de fleurs à l'intérieur. Il a explosé et pulvérisé la mère. » Les murs, criblés de trous, ressemblent désormais à une peau vérolée. Pierre a eu six points de suture au doigt, et la figure en compte. Un bout de verre s'est fiché dans la poitrine de sa femme. Les enfants ont hurlé si fort qu'on a à peine entendu le bruit du scooter qui s'éloignait. Les trois agresseurs ont été arrêtés. Jugés en comparution immédiate, ils ont pris des peines de deux à trois mois ferme assorties de sursis avec mise à l'épreuve, et interdiction de séjourner dans la commune. Depuis, ils sont revenus. « Ils sont là, aux yeux de tous. Ils ont repris leur cycle normal », dit Pierre. Soudain, il ouvre la bouche. Jusqu'ici, honte et pudeur mêlées, il n'avait pas osé : d'un doigt, il décroche un bridge qui cache sa mâchoire supérieure édentée. « Ça m'a déjà coûté ça de vivre ici. » Cette fois-là, il n'avait pas dénoncé son agresseur qui l'avait remercié : « T'es clean. » Les deux hommes avaient choqué leurs poings en signe de trêve. Aujourd'hui, Pierre gagne 1 160 euros par mois, plus les primes d'astreinte et un logement gratuit : tenu en laisse par ce salaire et l'appartement, il dit qu'il a l'impression d'être « dans une prison en or ». Infernal de rester. Impossible de partir. Souvent il s'interroge : que faire du « matos » quand il tombe dessus en ouvrant les armoires électriques ? Faut-il ouvrir ou fermer les yeux ? Parler ou se taire ? Un jour, il a fait l'erreur d'accepter d'accompagner une ronde de la BAC. Il a fallu du temps pour qu'« ils » arrêtent de le traiter de « balance ».

La doctrine de l'office est claire, en apparence. En cas d'agression, les gardiens ont l'interdiction formelle de porter plainte seuls contre des personnes dénommées. Ils n'ont pas le droit d'avoir des contacts directs avec la police dans les affaires de stupéfiants. Leurs noms ne sont jamais cités dans les procédures. Il faut protéger les gardiens. Mais on ne peut pas se passer de leurs yeux ni de leurs oreilles. Ils sont continuellement en porte-à-faux. Leurs chefs tentent de ne pas les exposer davantage. Un directeur de l'office, Brahim Terki, est chargé des affaires juridiques et de « la tranquillité publique », ce qui sonne mieux que « sécurité », mais revient au même. Scrupuleusement, il tient la chronique de tous les incidents, recense les incivilités, les insultes, les coups, les incendies – le plus souvent volontaires – dont le nombre (51 en 2009) a doublé en un an. Quand, pour la troisième fois, le canon d'une serrure saute, il fait installer des portes blindées dans la journée, murer les caves, ces dents creuses des cités, où peuvent se dissimuler tous les trafics. Et puis il exfiltre les gardiens quand la vie n'est plus tenable. Officiellement, on dit qu'on les déplace.

Des billets contre un passe-partout

C'est ce qui vient d'arriver à – disons – Jennifer, une jolie jeune femme, gardienne d'immeuble depuis 1994. Elle a été maître-chien : la sécurité, en temps normal, ça la connaît. Mais là, ce 4 mars, tout est parti en vrille quand elle a vu arriver son fils de 13 ans à la maison, la marque bleue d'une main maculant sa joue. Bagarre entre gamins ? Sûrement. Gardienne, mais aussi mère de famille, elle a retrouvé l'auteur des coups, lui a demandé de s'expliquer. « 15 ans, une tête de minot. Il m'a dit : "Si t'es pas contente, c'est pareil", et il m'a balancé une baffie de cow-boy. Je ne m'y attendais pas du tout. Et là, sept mecs sont arrivés. J'ai reçu un coup de poing phénoménal sur

le nez. » Elle est tombée, ils l'ont tabassée. Elle était en sang, les lèvres éclatées. Malgré les consignes, elle porte plainte : « J'étais obligée. Si je laissais faire, j'étais la risée du quartier. » La riposte est rapide. Deux jours plus tard, relâché par la police en attendant d'être jugé par le tribunal pour enfants, l'adolescent est sous les fenêtres de Jennifer. « Avec ses potes, il me narguait. Je ne sais même pas comment je suis arrivée à me contrôler. » La semaine suivante, son fils se fait alpaguer à la sortie du collège. Un jeune lui dit : « Je baise ton père, ta mère, et toi, je te défonce. » Nouvelle plainte. Nouvelle agression à la sortie du collège : trois garçons cagoulés entraînent le gamin sous un pont,

QUE FAIRE DU « MATOS » QUAND IL TOMBE DESSUS EN OUVRANT LES ARMOIRES ÉLECTRIQUES ?



Marian Guise - La Presse - Photo

Le 3 mai dernier, le Raid est intervenu dans la cité des Musiciens à Argenteuil pour opérer la plus grosse saisie de drogue jamais effectuée dans le Val-d'Oise : 12 kilos de résine de cannabis, 500 000 euros, des armes ont été saisies et 12 personnes interpellées. La plaque tournante du trafic était une pâtisserie. Au mois de mai 2009, à Bezons, 170 kilos de cannabis et 27 kilos de cocaïne d'une valeur estimée à 1 million d'euros avaient été saisis par la police.



Eric Bureau - La Presse - Photo

Le 28 mai dernier, les gardiens d'immeuble de Plaine Commune Habitat, en Seine-Saint-Denis, ont manifesté après une nouvelle agression d'un de leurs collègues de Pierrefitte, gazé avec un extincteur par deux inconnus, qui ont cassé la porte vitrée de sa loge avant de s'enfuir. Depuis deux ans, une trentaine d'agressions de gardiens ont été recensées dans l'agglomération.

près de la gare. Claques, coups de pied et coups de canif sur le visage. « J'ai prévenu le principal que mon fils ne reviendrait pas. J'ai trop peur qu'il arrive un malheur. » Jennifer a confié son fils à sa sœur qui habite une autre ville. Elle ne le voit plus que le week-end. Entre-temps, sa voiture et celle de son mari ont été vandalisées, comme celle d'un voisin qui avait appelé la police le jour de l'agression. « C'est un vieux monsieur de 70 ans. Sa voiture est bousillée. A la casse. Il n'a pas d'argent pour en racheter une autre. »

Elle a passé des heures dans le noir, à pleurer dans sa chambre. Elle a pensé au suicide, et à tout ce qu'elle vit depuis des années. Les gars qui lui proposent des liasses de billets dans des sacs en plastique, en échange du double de son passe-partout. « T'inquiète, nous on achète tout le monde... » Ce collègue qui se prend régulièrement des baffes quand il pousse les conteneurs des poubelles. « Le mec ritane. Il lui dit parfois : "Tiens, aujourd'hui, je te colle pas de baffes. Ce sera pour demain, peut-être." » Le pompier qui s'est fait sauter dessus quand il est venu vendre ses calendriers. Le jour où son fils est revenu à la maison blanc comme un linge : « Il avait vu un type sortir un flingue. » Ces jeunes hommes cagoulés avec leurs gros sacs de sport qui sentaient le shit à plein nez : « Je les reconnaissais au regard. Je leur disais : "Salut Batman. Chacun sa vie. Du moment que t'empiètes pas sur la mienne." » Il a fallu trois mois et demi pour que Jennifer déménage.

Quand, le 25 octobre 2005, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'était rendu sur la dalle d'Argenteuil promettant aux braves gens de les « débarrasser » de « la racaille » et « d'éradiquer la gangrène », ses mots avaient longtemps résonné sur les façades de béton. Philippe Doucet, le nouveau maire socialiste de la ville d'Argenteuil, désormais président de l'office HLM, a organisé quatre séances de travail avec les gardiens. « Je les ai tous vus pour qu'ils ne se sentent pas lâchés. L'automutilation des habitants des cités dont parle Luc Bronner dans son livre "la Loi du ghetto", ces habitants qui ne cessent de se mettre en danger, jusqu'à en mourir de mort violente, drogue, règlements de comptes, attaques à main armée, années de prison, les gardiens en sont les témoins quotidiens. Ils savent tout des logements suroccupés, des tensions intrafamiliales. Ils savent bien que pour les jeunes, entre faire chômeur, l'école de la Deuxième Chance ou du trafic, l'arbitrage gains-risques est vite vu. » Mais ce qui désormais inquiète le plus le maire de cette ville de

104 000 habitants, « ce sont ces gens dont les plombs ont cramé depuis longtemps ». Les gardiens des cités sont leur première cible, car, le plus souvent, ils sont les derniers représentants à demeure des services publics. Une allocation qui n'arrive pas, une poubelle qui déborde, un ascenseur en panne : c'est leur faute à eux. A eux d'abord. Alors, il n'y a plus de barrage à la colère de ceux qui se sentent largués à jamais.

L'algarade de trop

Denis était boulanger dans le Midi avant de s'installer dans cette petite cité assez tranquille, limitrophe d'Argenteuil. Des bâtiments de quatre étages, dégradés mais pas trop, une réhabilitation en vue. Quand il est arrivé il y a six ans, il a pensé qu'il était bien tombé. Bien sûr, il y a ceux qu'il appelle « les foutistes », qui lancent tout par les fenêtres, bouteilles, mégots, couches, serviettes hygiéniques. On ne s'y fait jamais tout à fait. Mais ce sont les querelles incessantes entre voisins qui le minent, « et nous, au milieu de tout ça, avec les gens qui pétent un câble d'un coup ». Il montre une fine cicatrice près de sa bouche : « Le gars devait avoir une bague, quand il m'a balancé sa main dans la figure. » Une histoire idiote d'automobiliste qui s'obstinait depuis longtemps à se garer sur le parking de la cité réservé aux locataires. Petits mots, remarques, rien n'y faisait.

Encore une fois, le 27 avril, Denis l'a sermonné. Deux hommes, extérieurs à l'histoire, arrivent tranquillement à pied. « L'un a demandé ce qui se passait. Il m'a craché dessus. Il m'a dit : "Voilà comment je règle les choses", et il m'a balancé deux coups de poing »

André, lui, habite au centre-ville. Dès ses 14 ans, il a fait tous les boulots : ouvrier, tapisier, plombier. Depuis quinze ans, il est gardien. Il en est à sa troisième cité, et il a le cœur fragile. Le 31 mars, il venait juste de reprendre le travail quand il s'est fait alpaguer par un locataire furieux parce qu'un voisin nourrissait des pigeons qui font des crottes partout. André lui a conseillé d'écrire à l'office. « On ne peut pas s'occuper de tout. » L'homme a vociféré : « Vous faites rien, vous servez à rien. Toi et ton patron, allez vous faire enculer. » L'algarade de trop. Sa tension est montée à 19. Il s'est effondré par terre. La médecine du travail vient de le déclarer inapte, à 57 ans. Il attend un poste moins exposé. Dans un bureau, peut-être. Loin de ces gens qu'il ne comprend plus, et à qui il a eu l'impression de trop donner. Jusqu'à avoir peur d'en mourir.

AGATHE LOGEART

« TIENS, AUJOURD'HUI, JE TE COLLE PAS DE BAFFE. CE SERA POUR DEMAIN, PEUT-ÊTRE... »